

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

est seule
devant

Staline et Franco

Travailleurs,
Révolutionnaires,
Syndicalistes

SAUVEZ-LA

AUXILIAIRES DE FRANCO...

TRAHISON !

**Le gouvernement stalino-bourgeois
de Negrin dissout le conseil d'Aragon
emprisonne Joaquin Ascaso et rouvre
les églises !**

CHEZ LES HOMMES D'ORDRE

Le sabre
et le goupillon

La Flèche de M. Bergery a entrepris une campagne effrénée d'antibolchevisme. Pour le mauvais motif.

Depuis longtemps, nous avons manifesté dans ce journal notre dégoût des traîneurs de sabre de la nouvelle Russie et de ses chefs généraux — et en général de tous les chefs généraux.

Nous avons mené auprès des ouvriers de ce pays une propagande directe et violente pour ce qui est l'essence du socialisme : la liberté de détermination et de gestion des organes spécifiquement ouvriers (syndicats, soviets) et leur démocratie intérieure. Le tout sur une base strictement révolutionnaire.

Nous avons lutté contre la subordination de l'appareil syndical ou soviétique à des partis politiques (sociaux-démocrates, ou bolchévites).

Nous avons essayé, dans la pratique et non sur le papier seulement, d'y remédier en restant fidèles, comme partisans à la liberté de toutes les autres tendances de l'antifascisme, et comme syndicalistes à la seule tactique qui puisse mettre en déroute les colonisateurs : un syndicalisme apolitique et violent, sans quitter des yeux l'objectif essentiel du mouvement ouvrier (la révolution totale par l'anéantissement sans retour de toutes les classes parasitaires et au bénéfice exclusif de la classe ouvrière organisée sur la base du travail).

Mais voilà qu'il naît ou qu'il renait en politique une espèce d'extrémisme décoratif, syndicaliste et mangeur de trusts, et dans les syndicats un apolitisme de mauvais augure dirigé par ceux que le réformisme et les plans ont enfoncés jusqu'au fond dans la plus vile des politiques : celle de la subordination à l'Etat et à l'élément éclairé du capital.

Les campagnes de *La Flèche* contre les trusts ont leur petit succès. Leur antibolchevisme également. Le succès relatif des campagnes menées au nom de la démocratie et de la liberté — ou sous leur masque. Le tout accompagné de la phrase jacobine sur l'énergie et l'honnêteté révolutionnaire.

Tout cela est quelque peu insuffisant. Les radicaux sont aussi antibolchevistes au nom de la liberté et un secrétaire socialistes s'est taillé jadis un beau succès par ses campagnes contre les trusts de l'acier avant qu'un trône d'Excellence bourgeoise n'en fit leur meilleur client.

Les citoyens de *La Flèche* sont des réalistes. Rien de ce qui touche au pouvoir ne leur est étranger. Ils connaissent sans doute leur impuissance à pénétrer les meilleurs corrompus par le staliniisme. Ils connaissent aussi la répugnance des classes dites moyennes pour les méthodes violentes. Donc, condamnation du staliniisme. Mais ces classes moyennes répugnent davantage encore à une autre violence non dictatoriale mais de vraie démocratie ouvrière comme la vague de juin 36 ou les grèves avortées de 37.

Et *La Flèche* condamne à maintes reprises ces « violations de la loi » émanant de « quelques individus qui peuvent s'appeler la masse même si l'on est peu nombreux ».

Bergery fut, en juin 36, le premier dans la presse de gauche à s'élever contre les occupations d'usines. Au nom de quoi ? De la lutte contre les trusts ? De la même manière, le P.C. condamne aujourd'hui les nationalisations au nom du programme de Front populaire.

Est-ce que les citoyens s'imaginent un seul instant que des campagnes menées au nom du réalisme petit bourgeois, du jacobinisme et de l'action anti-ouvrière débarrasseront de poison staliniens la dure et précise cabote du prolétariat ?

(Lire la suite page 4.) LUC DAURAT.

Il y a dix ans Sacco et Vanzetti étaient assassinés par la ploutocratie américaine

(Voir l'article en 2^e page.)

Chaque jour nous arrive quelque nouveau méfait de la réaction stalino-bourgeoise qui sévit en Espagne antifranquiste. Hier c'était l'assassinat d'Andrés Nin, camouflé derrière une soi-disant évasion. Avant d'assassiner le leader du P.O.U.M., le Tcheka russe-espagnole tentait de le salir en le présentant comme un agent de Franco. Aujourd'hui elle s'attaque à un des militants les plus actifs de la C.N.T., à notre camarade Joaquin Ascaso. Parviendra-t-elle à l'assassiner ? Dans tous les cas dès maintenant elle tente aussi de le calomnier et cela d'une façon infâme. Un communiqué officiel tente de justifier l'arrestation de Joaquin Ascaso par l'inculpation de trafic de bijoux.

Celui qui il y a quelques jours encore était reçue par Companys, président de la Catalogne comme un égal, comme le président de la régence autonome de l'Aragon, ne serait en réalité qu'un vulgaire voleur ! Le procédé est trop grossier pour tromper personne. Mais il fait partie d'un système : rependre la vieille légende des anarchistes, vulgaires « bandits avec cartes syndicales ». Tandis qu'à Barcelone même toute manifestation commémorant le 19 juillet était interdite, il était par contre permis aux leaders communistes Comorera de qualifier les colomnes parties à cette date de « tribus prenant d'assaut les camions automobiles ».

Les suites de cette campagne sont tangibles. Le Conseil de l'Aragon, le dernier rempart des collectivités agraires, vient de tomber. Ce conseil est dissous par décret du gouvernement de Valence, son président destitué et arrêté sous une inculpation qui veut être particulièrement infamante.

Le gouvernement de Valence, inspiré et orienté par les staliniens se situe désormais sur le plan de la plus pure légalité bourgeoise, avec tout ce que cela comporte de répressions, exactions, crimes, envers les antifascistes révolutionnaires. Cependant qu'on arrête Joaquin Ascaso, qu'on dissout le conseil d'Aragon, qu'on s'attaque aux collectivisations, qu'on traque les militants révolutionnaires, qu'on promulgue les décrets les plus meurtriers sur le désarmement du peuple, le gouvernement Negrin fait connaître au monde que pour la première fois depuis le 19 juillet, la messe a été dite en Espagne, sous la protection de la force armée d'ailleurs.

C'est dans le même temps aussi que la presse non stalinienne est bâillonnée par les procédés les

plus infâmes. L'organe central de la Confédération, la C.N.T. de Madrid, a été suspendu pendant huit jours, la *Soli* pendant cinq. Nous avons sous les yeux plusieurs numéros récents d'*Acracia* l'organe de la régionale d'Aragon, dont la première page est « cavardée » aux trois quarts. Bien plus, une note officielle du Ministère de l'Intérieur vient de nous apprendre que dorénavant tout journal qui osera critiquer l'U.R.S.S. « sera suspendu indéfiniment même si la publication en question a été autorisée

et d'avions parvenus de Russie auront coûté cher à l'Espagne prolétarienne ! Au train où vont les choses, ils lui coûteront bientôt le sacrifice complet de tout ce pour quoi elle s'était soulevée au 19 juillet. Sans d'ailleurs la sauver de Franco. Car il faut enfin dire et même crier que sans la partialité scandaleuse pratiquée dans la répartition des armes par les communistes, Franco serait aujourd'hui bien mal en point. Mais pour les staliniens crève la révolution plutôt qu'elle soit libertaire !

Face à ce déchaînement sournois d'arbitraire haineux envers les révolutionnaires de toute tendance, la C.N.T.-F.A.I. ne peut réagir comme il conviendrait. Victime du chantage à la menace Franco, la C.N.T. demeure dans l'expectative. Il n'est pas douteux non plus que les dirigeants stalino-bourgeois seraient satisfaits de mouvements de révolte sporadiques qui leur permettraient de nouvelles journées de mai et une bonne saignée des anarchistes.

Ne perdons jamais de vue que les C.N.T.-F.A.I. sont quasi isolées dans l'opinion ouvrière européenne et qu'il est vraiment trop facile à la pourriture journalistique stalinienne de les discréditer et de les salir.

Est-ce à dire qu'il n'y a qu'à demeurer inerte et à compter les coups qui s'abatent sur nos frères d'Espagne ? Bien au contraire. Nous avons encore la possibilité ici de réagir et d'alerter de toute urgence les socialistes sincères, les syndicalistes non moscovisés, les révolutionnaires véritables, enfin et surtout les ouvriers de bonne foi abusés par les mensonges staliniens.

Il faut leur dire que les conquêtes révolutionnaires du 19 juillet qui semblaient leur sens à la lutte antifasciste sont menacées. Il faut leur crier que les meilleurs artisans de cette résistance sont en danger de mort, que les prisons sont pleines de révolutionnaires, et que si ça continue ainsi, il ne sera bientôt plus possible de distinguer entre Franco et les bourgeois staliniens de Valence.

C'est là la besogne qui nous incombe à nous anarchistes. L'heure n'est ni aux vaines critiques, ni aux dénigrements. Sans tarder, dans l'adversité qui les frappe, tous sans exception, serrons les rangs autour de nos frères d'Espagne !

Nouveaux
massacres en Chine

Les événements chinois ont fait couler beaucoup d'encre. Il est inutile d'en souligner la gravité. L'Extrême-Orient constitue, dans son ensemble, un des points névralgiques du monde capitaliste. Dès avant la guerre, les principales puissances voulaient s'y tailler des zones d'influence ou d'exploitation. La Chine s'ouvrirait alors aux conquérants européens et s'offrirait comme une proie facile, en dépit des compétitions et des luttes sournoises qui opposaient les nouveaux venus et ceux qui prétendaient posséder une espèce d'hypothèque donnant droit à une espèce d'exclusivité. Le Japon voulait déjà y jouer son rôle. Depuis que, sous la menace des canons américains, il s'était entr'ouvert, il avait rapidement progressé, révolutionné ses techniques. Devenu un Etat moderne, il entendait qu'on le traitât en Etat moderne. Le jeune impérialisme nippon était né, il prétendait, lui aussi, bénéficier d'un privilège, au nom de la parenté ethnique qui l'unissait à la Chine. Il sut rapidement imposer sa volonté à son principal ennemi, la Russie tsariste. En 1904, les désastres subis par les Russes justifièrent toutes les ambitions.

Le mot d'ordre : « La Chine aux Chinois » ne doit pas faire illusion. Dans la bouche de ceux qui le lancèrent, il signifiait : « La Chine aux Japonais. » Ceux-ci se considéraient, en effet, comme le levain de la pâte asiatique. L'unité chinoise, l'organisation de la Chine comme Etat se ferait par eux. De même que la Prusse avait unifié l'Allemagne, ces « Prussiens d'Extrême-Orient », comme on les appelait, feraient de la Chine un Etat centralisé à la moderne.

Tout n'allait pas aussi bien qu'ils le prévoyaient. Les puissances européennes et les Etats-Unis agirent de leur côté pour créer une Chine indépendante du Japon. Diverses tentatives eurent des succès inégaux. La dernière date de 1924 et eut pour artisans les Chinois Sun-Yat-Sen et Chang-Kai-Schek, ces deux hommes n'étant d'ailleurs que les exécutants des puissances européennes, et en particulier de l'Angleterre. On sait que le résultat de l'opération fut, après l'élimination par la terreur des éléments prolétariens, mal dirigés par le Parti communiste, la création d'une république à façade démocratique.

Le schéma que nous venons de retracer éclaire les événements actuels. Le Japon continue sa poussée historique en Chine. La mise en tutelle de la Mandchourie et l'occupation du Jéhol ne lui suffisent pas. Il faut qu'il s'assure le contrôle de la Chine du Sud et ne laisse pas se développer un Etat moderne, qui pourrait un jour compromettre toutes ses récentes conquêtes en Chine et ruiner l'impérialisme nippon. Cependant, la Chine a eu le temps de s'organiser militairement et, dans une certaine mesure, de s'émanciper de ses protecteurs européens. Ceux-ci, au surplus, craignent qu'une ère de troubles ne s'installe en Chine, qui mette en péril leurs conquêtes. Entre les violences destructives de la lutte de classes, les exigences nationalistes chinoises et les ambitions de l'impérialisme nippon, leurs vœux balancent.

Ce qu'il faut retenir, en tout cas, pour le moment, c'est que les événements chinois aggravent encore l'état de tension où vit le monde. C'est une raison pour que la classe ouvrière ne laisse pas endormir sa vigilance.

LASHORTES.



JOAQUIN ASCASO

sée par la censure ». Nous sommes là dans l'arbitraire le plus total. Si l'on ajoute que les censeurs qui manqueront de vigilance seront traduits devant « le tribunal spécial chargé du délit de Sabotage », on devine à quel excès pourra se livrer le gouvernement envers la presse non inféodée à Staline. Il sera toujours facile de prétendre qu'elle a outragé la Russie, tout au moins dans la personne de ses représentants en Espagne !

Ah ! les quelques bateaux de mitrailleuses

UNE JOURNÉE DE GRAND AIR ET DE DÉLASSEMENT

c'est celle que vous passerez,
camarades de la région parisienne

DIMANCHE PROCHAIN 22 AOUT

à la
GRANDE FÊTE CHAMPÔTRE
du "Libertaire"
à GARCHES (aux Quatre-Cèdres)

L'après-midi une partie de concert aura lieu à laquelle notre ami Charles D'AVRAY participera
(Voir en 2^e page l'horaire des trains et les détails.)

IL Y A DIX ANS...

Sacco et Vanzetti étaient assassinés par la ploutocratie américaine

Le 23 août 1927, après sept ans et quatre mois de détention — détention qui, avec ses alternatives d'espoir et de désespoir, fut un long martyre pour nos deux malheureux camarades — et malgré les énergiques protestations du monde entier, Sacco et Vanzetti étaient assassinés par leurs bourreaux américains.

A la suite de deux attentats commis l'un à Bridgewater, le 24 décembre 1919 ; l'autre à South-Braintree, le 15 avril 1920, au cours desquels trois caissiers furent tués et dévalisés, Sacco et Vanzetti furent arrêtés ensemble dans un tramway le 5 mai 1920. Vanzetti demanda au policier les raisons de leur arrestation. Il lui fut répondu : « Parce que vous êtes des hommes suspects. »

**

Au cours de plus d'une année d'interrogatoires, de confrontations, de témoignages apportés, puis rétractés et de nouveau confirmés, le tribunal de l'Etat de Massachusetts, sous la direction de l'odieux juge Webster Thayer, condamna Sacco et Vanzetti à mort pour un crime qu'ils n'avaient pas commis (cinquante témoins vinrent l'affirmer et il n'y avait pas contre eux l'ombre d'une preuve), mais dont ils étaient pourtant accusés, car on ne pouvait déclencher les voulus à la chaise électrique parce que, anarchistes, ils avaient rêvé d'une société meilleure.

**

Exécution perpétrée malgré les énergiques protestations de l'opinion mondiale, avons-nous dit. En effet, il faut se reporter à dix-sept ans en arrière pour se remémorer le début de la campagne engagée pour la libération de nos deux camarades innocents, campagne qui s'est poursuivie, sans relâche, jusqu'à l'horrible exécution.

Nous ne résumerons ici que la campagne qui eut lieu en France, et à laquelle l'Union anarchiste est fière d'avoir pris une part prépondérante.

Dès le verdict, le *Libertaire* alerte l'opinion. Des meetings sont organisés dans le pays entier ; pour Paris, nous ne rappellerons que celui de Wagram, le 21 octobre 1921, où le peuple vient en foule. Le lendemain, 22 octobre, une grande manifestation est organisée, avec comme objectif l'ambassade américaine. L'U. A. ayant fait appel à diverses organisations pour donner l'ampleur nécessaire à cette descente dans la rue, une foule immense est décidée à arracher nos amis à leurs geôliers. Las ! sous l'impulsion des chefs communistes — Frossard et Cachin en tête — la cohorte des manifestants est détournée... à Levallois.

Et jusque 1927, la campagne se poursuit ardemment, passionnément, nos militants parcourant le pays en tous sens pour informer le peuple du crime qui va être commis. Meetings, manifestations, campagnes par voie de presse, par affiches, ne se peuvent dénombrer.

Souvent, nous nous croyons près du but. En effet, contre l'opinion mondiale, les bourreaux hésitent à mettre leur sentence à exécution. De plus, Sacco et Vanzetti, avec un courage inouï, font l'impossible pour faire échapper leur innocence. À plusieurs reprises, ils font de longues grèves de la faim, après lesquelles a lieu la révision de leur procès. À chaque fois, malgré les preuves formelles que ni l'un ni l'autre n'ont pu prendre part aux crimes reprochés le verdict est toujours confirmé.

**

1927. La nouvelle se répand rapidement. Malgré tous les efforts, la sentence devient exécutoire.

À cette époque, l'Union anarchiste a entrepris de front une autre campagne pour la libération de nos amis Ascaso, Durruti et Jover que la « justice » de Barthou

veut livrer aux bourreaux d'Argentine et d'Espagne.

La situation est tragique. Que faire ? Pas d'hésitation, nous mènerons de front les deux campagnes.

Mais l'affaire Sacco-Vanzetti rentre dans sa phase décisive. Le Comité Sacco-Vanzetti organise le formidable meeting au Cirque d'Hiver, où les manifestants ne peuvent tous pénétrer, tant ils sont nombreux les rues adjacentes étant envahies par une foule innombrable. (en passant, notons que les « cocos », encore eux, tentent de saboter le meeting en conspuant certains orateurs et particulièrement Jouhaux, aujourd'hui leur ami), et une manifestation à Vincennes, où la foule fut immense.

Hélas ! rien n'y fit. Malgré toutes les supplications, les centaines de milliers de signatures recueillies pour demander l'annulation de l'odieux jugement, nos pauvres camarades, après des délais de quelques jours, douze, puis six, puis deux, délais qui ne furent qu'une sinistre prolongation de leur agonie, furent électrocutés le 23 août.

**

Ce soir-là, le peuple de Paris ne peut plus contenir sa colère. En masse, il descend dans la rue, spontanément, des cortèges se forment, un peu partout. Il y a de nombreux chocs avec les gardiens de l'« ordre ». (N'est-ce pas parce qu'ils étaient ennemis de cet « ordre » que nos deux camarades furent assassinés ?) Au cours des nombreuses échauffourées de ce soir-là, la police du gnom Chiappe se montra d'une brutalité particulièrement odieuse et nombreux furent les manifestants — et même de simples promeneurs qui furent esquintés par les argousins et les Bourriques.

**

Depuis l'exécution de cette ignoble vengeance de classe, dix ans se sont écoulés. Dix ans au cours desquels nous avons pu constater que, sous tous les régimes et sous toutes les latitudes, les anarchistes sont les éternels calomniés et les éternels persécutés. Ces calomnies et ces persécutions ne font que les confirmer dans la certitude qu'ils ont d'être dans la bonne voie.

Courage, compagnons ! Inspirez-vous de l'exemple de tant de bons et braves militants tombés à la pointe du combat pour notre idéal libertaire.

Michel BAKOUNINE

DIEU ET L'ÉTAT

Préface de E. Reclus
et
G. Caffero

Nouvelle édition : 1 fr. 50

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée
de chapitres nouveaux

En vente au *Libertaire* : 15 fr.
Franco : 16 fr. 50

DIFFICULTÉS POUR LE "LIB"

65 % d'augmentation !

Depuis six mois les prix de revient du *Libertaire* (impression, routage, expédition) ont augmenté de SOIXANTE-CINQ POUR CENT.

Militants, amis du *Libertaire*, votre premier devoir est d'aider VOTRE Lib. à faire face à ces difficultés qui entravent son développement.

Abonnez-vous
Faites des abonnés au "Libertaire"
(Réclamez-nous des carnets d'abonnement)

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE

52 Nos ... 22 fr.
28 Nos ... 11 fr.
52 Nos ... 26 fr.
28 Nos ... 16 fr.

Chèque postal : Scheit André, Paris 487-78
9, rue de Bondy (19^e)

Téléphone : BOTtaris 68-37

Je soussigné déclare sousscrire un abonnement de
à partir du pour la somme de
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

....., le
Nom (1)
Ville :
(1) Ecrite très lisiblement.

Adressse :
Département :
193

Vers le Front Français

P. S. F. demi-tour à gauche

La querelle continue au camp des réactionnaires. Deux clans sont actuellement bien distincts : partisans de La Rocque et partisans de Doriot.

L'idéologie, nous n'insisterons jamais assez sur ce point, n'est qu'un prétexte : ce qui compte pour les uns comme pour les autres, c'est la prise du pouvoir. Les premiers veulent y arriver par différentes combinaisons politiques, et avec le moins de complications possibles, ce sont les défenseurs du colonel.

Les autres (ils semblent maintenant les plus nombreux) sont prêts à tout pour s'emparer des leviers de commande du gouvernement, ce sont les amis du « Front de la Liberté », ceux qui chaque jour attaquent le colonel de la Rocque soit logiquement, avec des preuves, ainsi que le « Jour », soit avec un style particulier et toujours reconnaissable, ainsi que l'*Action Française* par des insultes comme : « Le vendredi La Rocque, misérable drôle, parfait crétin et Bourrique du gouvernement ».

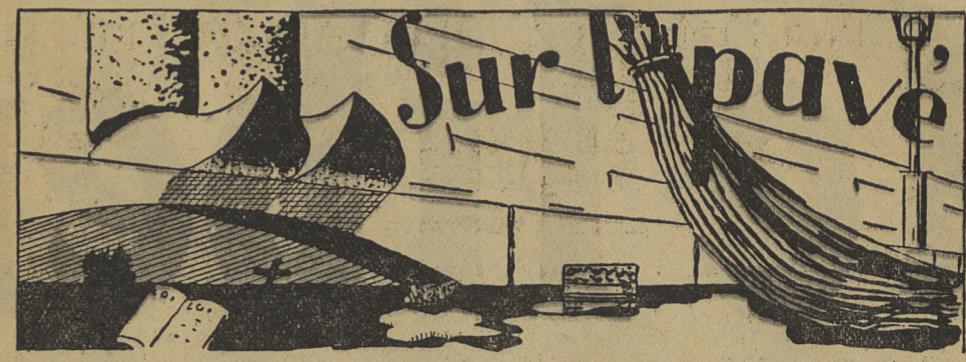
Examions les faits que nous retrouvons dans la majorité des journaux à tendance : faits particulièrement accusateurs et qui nous montrent l'ex-chef des croix de feu sous un jour nouveau que nous avions déjà prévu.

Le ravitaillement en pain, boissons, fruits, etc., se fera facilement sur place.

Pour aller à Garches, prendre le train à la gare St-Lazare à 7 h. 30, 8 h. 30, 9 h. 30, et de 10 heures à 15 h. 30, trains toutes les demi-heures ; ensuite, pour les retardataires : 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30. Prix des billets : 4 fr. 25 aller et retour.

Billets collectifs à partir de dix personnes.

Vivement dimanche... que l'on dise : Y'a d'la joie... »



Notre fête champêtre de dimanche

Y A D'LA JOIE...

Il n'y en a pas encore, mais il y en aura dimanche, à Garches, aux Quatre-Cèdres, où tous les copains de la région parisienne se réuniront.

Pourquoi ?

Mais parce que c'est la Fête Champêtre de notre vieux LIB, et qu'actuellement il a besoin de sous.

Des jeux, il y aura ; de la musique et des chants aussi. Il y aura surtout l'ambiance de se trouver entre bons camarades, entre amis.

Le ravitaillement en pain, boissons,

fruits, etc., se fera facilement sur place.

Pour aller à Garches, prendre le train à la gare St-Lazare à 7 h. 30, 8 h. 30, 9 h. 30, et de 10 heures à 15 h. 30, trains toutes les demi-heures ; ensuite, pour les retardataires : 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30. Prix des billets : 4 fr. 25 aller et retour.

Billets collectifs à partir de dix personnes.

Vivement dimanche... que l'on dise : Y'a d'la joie... »

CIVILISATION

Les Européens, lorsqu'ils ont à citer quelque chose de cruel, disent assez volontiers : « C'est un supplice chinois. »

Mais, d'autre part, on nous apprend que l'armée chinoise travaille désormais à l'europeenne. Nous les avons civilisés. Aussi, voici ce que ça donne, d'après ce qu'écrivit un journaliste parisien : « Le carrefour dit du « Grand Monde » présente un spectacle horrible. Le sol est couvert de cadavres déchiquetés. Les murs sont maculés de sang. » Ces bombardements ont fait 453 morts et 828 blessés.

• • •

O PATRIE !

Les Japonais ne sont d'ailleurs pas en reste, bien au contraire. Chacun sait que ce pays est fasciste, ni plus ni moins que l'Italie, la Mussolini, etc. Comme tel, il se comporte en nation qui pousse le patriotisme au plus haut degré, et on nous apprend que 79.000 élèves des écoles primaires et secondaires de Tokio vont être mobilisés sous les ordres de leurs instituteurs. Les « ballillas » jaunes, en quelque sorte !

Tous, dimanche, à Garches, aux Quatre-Cèdres.

NOUS AVONS FAIT UN BEAU VOYAGE !...

Pour un beau voyage, ce fut un beau voyage. Écoutez comment le décrivit un rédacteur de notre *Paris-Soir* national et inénarrable : « La nuit était chaude et lourde. Il faisait doux au large. A 1 heure du matin, l'Ile-de-France levait l'ancre et la belle croisière commençait. »

Oui, mais voilà ! Il y avait aussi ces satanés marins de l'Ile-de-France qui n'entendaient pas promener les huit cents touristes de luxe en croisière de 15 août au salaire ordinaire. La Compagnie ayant refusé de faire bénéfice dans une certaine mesure son personnel d'une prime de croisière, celui-ci a refusé de partir. Et comme ce ne sont pas ces messieurs du Conseil d'administration qui sont capables de diriger la navigation, les touristes sont restés à quai. Une fois de plus, l'action directe des travailleurs s'est avérée comme un moyen de lutte des plus efficaces.

• • •

BONDIEUSERIES

L'Humanité reproche complaisamment aux anars espagnols d'avoir brûlé les églises et annonce triomphalement que la messe va être célébrée en Espagne gouvernementale.

Car, suivant la dialectique stalinienne 1937, ce sont les nationalistes qui doivent détruire les temples et les révolutionnaires les protéger.

Il est vrai qu'en URSS, les seuls hommes qui puissent parler autrement qu'en phonographies sont les popes.

Tout de même, on a beau être revenu de bien des choses, les tourments communistes vous laissent pantsois.

C'est tout juste s'ils n'ont pas dégoté une citation de Lénine pour « justifier » leur nouvelle trahison.

• • •

Tous les copains de la région parisienne viendront dimanche à Garches.

A LA DOUCHE !!!

D'une façon générale, les « cabots » et les cabotines qui, sous prétexte de publicité, nous racontent leur vie avec force détails, tous imaginés par l'imprésario d'ailleurs nous portent passablement sur les nerfs. Les Maurice Chevalier et leur Ménilmontant natal, les Marie Dubas avec le Grenelle qui, hélas, les a connus, ont le pouvoir d'excéder les individus intelligents et qui savent ce que tout ce chiqué cache de tares. Mais qui vraiment exagère, c'est cette Maryse Wendling, avec ses passages successifs du Français au monastère et du Carmel à Hollywood. Elle nous raconte ses débuts difficiles au théâtre et l'aide que lui apporta Dieu dans sa carrière. Quand on connaît un peu les coulisses et qu'on sait que cette petite prétendue est passée de la comédie au cabaret et du cinéma à la boîte de nuit, on ne conserve aucune illusion sur la vertu de la périlleuse. La farce est un peu grosse de jouer les mystiques pour se faire engager et faire sa réclame auprès de la clientèle bigote. En tout cas, si sa foi est sincère, nous pouvons indiquer à cette sainte de café-concert un excellent couvent qui porte d'ailleurs un nom religieux : c'est Sainte-Anne.

• • •

LAS DE VIVRE

Dans un nouveau message, le dingue Gabriele d'Annunzio — moins connu sous son nom véritable de Rapagnetta — annonce sa fin prochaine au poète (parfait-il) Marinetti. Son billet de fare-part pré-mûré se termine par ces mots :

« Tu verras alors ma vraie figure. Je t'embrasse. »

On ne sait s'il faut être abasourdi par la publicité barnum du vieil assassin ou ahuri par l'immense comédie des journaux qui publient ces élucubrations carnavalesques.

Ce qui est sûr, c'est que pour nous, le signor Gabriele d'Annunzio peut crever tout de suite, et qu'en ce qui concerne son visage, on n'atteint pas sa fin pour se rendre compte qu'il est celui d'un académicien baveux et grotesque.

• • •

UN PEU CORSE

Vous ne trouvez pas que les communiqués de la police charrient un peu à propos de cette vendette montrouzite ? D'une part, dame police sait que les Stefani, les Foata et autres sont des maqueriaux établis — des vendeurs de coco ayant pignon sur rue — qu'ils se promènent avec des revolvers de tous calibres dans les poches.

D'autre part, la justice prétend ne rien pouvoir contre ces « hors-la-loi » catalogués et mis en fiche.

Alors ?

Alors cette petite comédie signifie que prostitution et stupéfiants sont des rayons qui font partie de la société bourgeoise.

Et que la « haute » a besoin à la fois des Stefani et des commissaires.

La politique bolchevique en Espagne

Expliquer toutes les manœuvres, les agissements, les activités inqualifiables du bolchevisme en Espagne, depuis le 19 juillet demanderait un livre. Je n'aborderai que les aspects les plus importants pour éclairer les lecteurs et aussi pour insister à nouveau sur le besoin urgent d'une campagne internationale énergique et coordonnée.

AVANT LA REVOLUTION

Le parti communiste espagnol avait très peu d'adhérents. Les discussions, les scissions entraînent dans l'opposition ses membres fondateurs — Nin, Maurin —, et la psychologie, non individualiste, mais de dignité et de conscience personnelle, d'autodirection, unie à un sentiment social spontané du peuple espagnol, contribueront à empêcher son développement.

Il n'en déployait pas moins une activité bruyante, habile et jésuite comme dans tous les autres pays, et il était arrivé dans les Asturies, à Madrid, à Séville, à exercer une influence indéniable sur les masses.

Par ailleurs, il réalisait un travail de pénétration dans les postes directeurs de l'U.G.T. et sa propagande, plus révolutionnaire et plus démagogique que celle de Largo Caballero, lui permettait de disputer à ce dernier, l'hégémonie du mouvement.

Malgré tout, il avait contre lui, en plus de la fraction de Largo Caballero, celle des réformistes avoués, ayant à leur tête Prieto et Gonzalez Peña, et ses forces vraiment enrôlées étaient peu nombreuses.

Pour augmenter son influence, il employait les procédés les plus contradictoires. On vit rarement, sur le scénario politique de toutes les époques, de saltimbanques aussi décidés. Un simple exemple suffira : celui de la campagne menée simultanément par ses sections de Santander et de Bilbao pour qu'une ligne de chemin de fer en construction parte des deux villes à la fois. C'était une façon de capter les sympathies des populations rivales dont la majorité n'apercevait pas ce double jeu.

LE RACCOLAGE

Non, les forces communistes n'étaient pas grandes au commencement de la révolution, mais elles avaient un but fixe, qu'elles poursuivaient sans défaillance : s'emparer du pouvoir, dominer l'Espagne. Ce n'était pas une tâche aisée. En Catalogne, en Andalousie restée libre, en Aragon, dans une bonne partie du Levant, la C.N.T. et la F.A.I. étaient les plus fortes, non seulement par leurs effectifs mais aussi par l'adhésion populaire.

Ils firent donc, comme les autres politiciens, bonne figure à tout le monde, afin de plaire à ceux qu'ils voulaient raccoler, afin de pénétrer partout. En même temps, ils installaient des hommes dans la police, dans la bureaucratie, dans l'armée, et s'efforçaient de gagner à leur cause, par des promesses adéquates, les plus hauts fonctionnaires.

L'aide en armements venue de Russie fut un atout formidable dont ils surent tirer parti. La colonne internationale, chair à canon sacrifiée sans scrupule, sur laquelle se dressa le bolchevisme espagnol, constituait un autre atout savamment exploité. Une partie du peuple fut ainsi entraînée de leur côté.

Mais c'est surtout dans les classes moyennes, chez les paysans obstinés à rester propriétaires — et qui sont internationalement les forces conservatrices, les soutiens du fascisme par excellence —, chez les conservateurs et les réactionnaires qu'ils trouvèrent des membres pour leur parti.

Il reste, dans l'Espagne antifasciste, des

légions de commerçants, de patrons, de rentiers, de propriétaires qui attendent le moment de reprendre leurs boutiques, leurs maisons, de toucher à nouveau leurs dividendes, d'exploiter les fermiers. Il y a des paysans après au gain, qui ont la haine de l'ouvrier révolutionnaire des villes. C'est à tous ces gens que, directement ou indirectement, les communistes se sont adressés, en combattant les collectivités, en prétendant qu'il fallait ajourner la socialisation pour s'occuper de la guerre, ce qui signifiait qu'il fallait respecter les priviléges.

Le P. S. U. C. se compose presque uniquement des pires réactionnaires de la Catalogne, d'anciens électeurs de la « Siliga Regionalista » de bureaucrates, de portiers ; les forces de l'U.G.T. en Catalogne sont aussi composées, en grande partie, des mêmes couches de la population. La Ligue paysanne du Levant créée par Uribe, ministre communiste de l'Agriculture, a groupé tous les ennemis des collectivités sans exception et sans choix. Des conservateurs, des catholiques réactionnaires, des fascistes véritable, car dans une période révolutionnaire comme celle que nous traversons, les conservateurs d'hier sont aujourd'hui des fascistes qui attendent leur heure, y sont entrés en masse. Et c'est avec ces forces qu'en Catalogne et dans le Levant, les communistes staliniens combattaient les collectivités.

Il faut ajouter des dizaines de milliers de gardes d'assauts, de carabiniers et de gardes nationaux, qui avec les soldes de guerre gagnent vingt-trois pesetas par jour, en Catalogne tandis que les ouvriers n'en gagnent que dix ou douze, ou en gagnent seize en Aragon tandis que les paysans mangent de la viande une fois ou deux par semaine, ou n'en mangent pas du tout, pour alimenter le front et les malades.

On peut trouver des alliés à ce prix-là. Et c'est toute cette racaille qui attaque la socialisation, qui emprisonne et tue les militants admirables, organisateurs des collectivités, créateurs d'un ordre social nouveau dans lequel ils ont exactement les mêmes moyens d'existence que les rentiers ou les bourgeois d'hier ! Je pense à toutes ces figures d'illuminés, à tous ceux que j'ai vus, maigres, les yeux brillants de fièvre, surmenés au dernier degré, n'étant pas sortis de leur bureau pendant des mois, s'occupant de tout, trouvant des solutions pour tout, et qui sont maintenant poursuivis par les tueurs à gage des hommes de Staline !

GUERRE ET REVOLUTION

La socialisation faite par nos Syndicats et par les collectivités débordait tout. Ce mouvement avait une telle envergure que, si l'on acceptait la transformation de la structure de la société, celle-ci aurait également un caractère profondément différent de celui que voulaient lui donner les bolcheviks, et rendrait impossible le totalitarisme étatiste.

Il fallait l'enrayer à tout prix. On ne pouvait, cependant, lui faire face. Le bolchevisme n'a pas l'habitude de combattre de front ce qui plaît au peuple. Aussi, le prétexte de la guerre fut-il d'abord invoqué !

« La guerre avant tout, la révolution ensuite ! », tel fut le mot d'ordre lancé. Or la guerre hantait, et justement, beaucoup d'esprits ; il était logique de ne pas la placer au deuxième rang puisque, si nous la perdions, nous perdions en même temps toute possibilité révolutionnaire.

Mais l'opposer à la révolution était une absurdité ou une imposture. C'était parce

A CHACUN LES SIENS

Tandis qu'ici, à travers les vicissitudes du régime capitaliste, la classe ouvrière a su conquérir de meilleures conditions d'existence et continuer à défendre son droit à la vie en goûtant les bienfaits des améliorations sociales : 40 heures, congés payés qui lui permettent de se retrancher et de se préparer à des luttes plus décisives, là-bas, de l'autre côté des Pyrénées, une lutte sauvage se poursuit, sanglante, interminable, entre l'imperialisme fasciste et démocratique — et le prolétariat révolutionnaire d'Espagne, bien décidé à en finir avec ses oppresseurs.

Tandis que la contre-révolution, fomentée à l'intérieur par les séides du stalinisme et les agents de l'imperialisme au Gouvernement de Valence, menace l'effort constructif de la révolution espagnole, il est triste de constater que l'argent recueilli par les organisations groupées dans le Front populaire sert à alimenter ces éléments contre-révolutionnaires, cela certainement contre la volonté des souscripteurs ouvriers.

Il appartient, en conséquence, aux travailleurs révolutionnaires de ce pays de réservent leur solidarité à leurs frères d'Espagne et de comprendre que le sort de la révolution espagnole dépend d'un effort accru, sur le plan moral et matériel, du prolétariat international. Ils doivent réclamer, dans leurs organisations ouvrières, l'envoi de délégations offrant toutes garanties pour enquêter sur les conditions de cette solidarité.

C'est dans ce sens que le Comité pour l'Espagne Libre entend orienter son action, pour laquelle il est en droit de compter sur l'appui de toutes les volontés agissantes.

Signons, entre autres exemples à citer, l'effort persévérant de nos amis du Comité Intersyndical du Livre Parisien, qui viennent de nous faire parvenir un nouveau versement de 5.000 francs ; celui de nos amis anglais de Spain in the World qui nous envoient 10.500 francs pour continuer à subvenir aux soins des vingt orphelins qu'ils ont pris à leur charge.

Pour vaincre toutes les difficultés mises en travers de sa route pour l'empêcher d'accomplir l'œuvre de solidarité qu'il s'est imposé, nous pensons que ce nouvel appel sera entendu.

LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE
26, rue de Crussol, Paris-11.
Téléphone : Roquette 73-96.

qu'on avait fait la révolution qu'on pouvait faire la guerre. Les révolutionnaires, anarchistes ou non, étaient ceux qui avaient combattu à Barcelone, à Madrid, à Gijon, à Irun. C'était eux qui comptaient le plus grand nombre de forces sur tous les fronts, dans les armées improvisées, composées de volontaires. Grâce à l'expropriation on avait pu organiser une industrie qui fournitait le plus d'armements, de munitions, de chars d'assaut qu'il était possible d'obtenir. C'est encore par l'expropriation qu'on fabriqua des vêtements et des chaussures pour les soldats, qu'on leur fournissait de la farine, des pommes de terre, de la viande, des aliments de toutes sortes.

Ni les capitalistes, ni les bourgeois, ni les banquiers, ni les grands propriétaires terriens n'auraient mobilisé les forces économiques pour vaincre le fascisme. Guerre et révolution étaient inseparables.

Les bolcheviks le savaient bien, mais ils cherchaient des effectifs. Les seuls mots d'ordre qui pouvaient leur en attirer, puisqu'ils n'avaient pas pris la direction des masses révolutionnaires, étaient ceux qui plairaient aux ennemis de la révolution. C'est à eux qu'ils s'adressaient.

(A suivre.)

Robert LEFRANC.

mettre au point les problèmes de base avec un esprit réalisateur.

Sans mettre de côté les nécessités propres de la Révolution, et sans que cela représente une atteinte portée à notre finalité, nous contraintrons à être cohérents, disciplinés et audacieux dans l'action ; et pour que cette action se forme et se cristallise en réalisations effectives, la F.A.I. doit avoir une ligne unique qui englobe tous les aspects de la vie politique et sociale, qui lui permette de savoir comment elle agira en tous moments et circonstances.

Si nous aspirons à ce que les masses nous suivent et nous secondent dans la transformation que nous proposons, il est également indispensable de présenter des solutions accessibles à la mentalité communale et qui s'identifient avec son intime désir d'émancipation économique et politique.

La Révolution doit être orientée et dirigée, et ces orientations et directions doivent être, pour la sécurité et la garantie de tous, aux mains des travailleurs et des organisations qui, authentiquement, les représentent.

L'utilisation intelligente et honnête de toutes les énergies sociales, organiques et inorganiques, mais qui existent et palpitent au sein commun de la société, doit être aussi la préoccupation première de la F.A.I. Individualités et fractions peuvent joindre leur effort au nôtre, et la F.A.I. intrinsèquement dans l'application révolutionnaire, doit harmoniser leur action ouvrant une seule voie et marquant une seule direction aux événements.

Aux côtés de la F.A.I. et parallèlement, peuvent tenir et agir, ceux qui rêvent d'hégémonie des secteurs ou de parti. Tous les absolutismes sont néfastes et se traduisent en politique, en tyrannie et dictature, et le peuple ibérique ne peut tomber dans la vieille erreur de les alimenter et les soutenir.

Liberté, coordination et révolution doivent être notre maxime de fraternité avec tous ceux qui aspirent à une transformation sociale, au bénéfice du peuple et non pour l'intérêt d'un parti ou d'une fraction.

Ainsi, les résultats de l'action de la F.A.I. seront en harmonie avec ses buts.

UN AGENT DE STALINE EN ESPAGNE

L'édifiante biographie politique du sieur Comorera

C'est un exemplaire particulièrement typique de la duplicité politicienne que celui du nommé Comorera, président du P. S. U. C., et un des agents les plus actifs du stalinisme en Espagne. Comorera a passé par toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique du catalanisme, avant de devenir le sujet d'État de Staline. Rendons-lui cependant cette « justice » qu'il a toujours été fidèle au moins à une chose : la haine des anarchistes espagnols.

Principal acteur de la scission en Catalogne de l'U. G. T., il crée la fraction de l'Union Générale Socialiste Ouvrière en avril 1934. Largo Caballero devait d'ailleurs donner un meeting au cinéma Walkyria, à Madrid, pour démasquer cette manœuvre.

Il sabota le mouvement d'alliance ouvrière que les journaux de l'Union Socialiste de Catalogne qualifiaient de mouvement fasciste. Il fit partie, à différentes reprises, du gouvernement de la Généralité avec l'Esquerra Catalana et Parti Nationaliste.

Voilà le bonhomme qui, aujourd'hui, insulte et calomnie les meilleurs défenseurs de la révolution espagnole sans lesquels, au 19 juillet, les Comorera et autres politiciens eussent été balayés comme fétus au vent par les hordes de Franco. — L. A.



Jean Comorera. Il fut également un des promoteurs de l'organisation des petites margoulins du commerce et de l'industrie dans le G. E. P. C. L., qu'il fit adhérer à l'U. G. T.

C'est lui qui récemment vient d'insulter odieusement les anarchistes dans le fameux discours prononcé la semaine passée au Capitole de Valence. Ce politicien carriériste osa traiter les ouvriers anarchistes qui au 19 juillet se lanceront derrière Durutti et les militants de la C. N. T. F. A. I., vers les fronts d'Aragon et d'ailleurs, de « tribus » « assassins » et autres amérités. Il n'a d'ailleurs pas eu à renouveler son stock d'épithètes, car c'est lui déjà qui, sous la République du 14 avril, traitait à tout propos les anarchistes de bandits.

Il n'est pas inutile d'ailleurs de retracer, dans leurs grandes lignes, les épisodes de sa carrière politicienne.

Cet ancien instituteur entre dans l'action politique en 1917. Il intervient dans le mouvement de l'assemblée des parlementaires.

A cette époque, il part pour l'Amérique et réside à Buenos-Ayres. Il est fonctionnaire du Parti socialiste argentin. Il se présente aux élections, mais il est battu.

A la proclamation de la République, Campalans le fait venir en Catalogne : Comorera adhère alors à l'Union Socialiste de Catalogne, qui lui donne la place de directeur du journal hebdomadaire Justice Social et, dans cet organe, dès les premiers jours, il prend une position extrémiste, arrivant à défendre le point de vue que la Catalogne doit se proclamer République Socialiste indépendante, se séparer de l'Etat espagnol et adhérer à l'U.R.S.S.

C'est dans le même temps, alors que les anarchistes étaient persécutés par les bourgeois catalans, qu'il multipliait les outrages envers nos camarades, les traitant de bandits.

Dans une lettre où il remercie tous les camarades qui se sont employés à l'arracher aux griffes des stères staliniens et gouvernementaux de Puigcerda, notre camarade Tricheux ajoute : « Ma conscience est en repos et je n'ai pas besoin de me disculper d'une saleté que je n'ai pas commise ; je suis parti en Espagne apporter mon modeste effort à l'effort commun, j'ai tâché humblement de donner à la Révolution sans rien demander, sinon que se réalise le rêve si longtemps caressé d'une société plus humaine et juste ».

En se déclarant prêt à joindre à nouveau ses efforts aux nôtres pour la cause de nos frères espagnols, notre camarade adresse à tous son salut fraternel.

Bernardo POU.

Tricheux nous écrit...

Dans une lettre où il remercie tous les camarades qui se sont employés à l'arracher aux griffes des stères staliniens et gouvernementaux de Puigcerda, notre camarade Tricheux ajoute : « Ma conscience est en repos et je n'ai pas besoin de me disculper d'une saleté que je n'ai pas commise ; je suis parti en Espagne apporter mon modeste effort à l'effort commun, j'ai tâché humblement de donner à la Révolution sans rien demander, sinon que se réalise le rêve si longtemps caressé d'une société plus humaine et juste ».

En se déclarant prêt à joindre à nouveau ses efforts aux nôtres pour la cause de nos frères espagnols, notre camarade adresse à tous son salut fraternel.

Bernardo POU.

INTERPRETATION ANARCHISTE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

La F.A.I. constate que l'Espagne traverse une période de profonde transformation dans l'ordre économique. La propriété féodale de la terre, qui survit depuis un temps immémorial, tend rapidement à se transformer en possession collective, détruisant avec elle le premier bastion historique du capitalisme espagnol. Les travailleurs, avec leur instinct créateur, l'intuition révolutionnaire cultivée par l'anarchisme, et l'éducation libertaire de nombreuses années, font surgir de nouvelles institutions. D'un autre côté, les grandes entreprises industrielles tendent à prendre aussi un caractère collectif, faisant ainsi changer fondamentalement la physionomie de l'économie nationale. Avec la création de nouveaux intérêts collectifs, les relations des anarchistes avec le milieu environnant se sont modifiées. Nous qui, hier encore, combattions sans trêve l'expression inhume d'un état d'injustice et de tyrannie, dans le nouvel état de choses, nous nous trouvons en présence d'institutions nouvelles surgies durant la révolution, comme expression de la plus profonde aspiration des multitudes. Nous nous prononçons pour la totale disparition des résidus bourgeois qui subsistent encore et nous tendrons à vivifier tous les organismes qui contribuent à cette finalité. Par conséquent, nous considérons que, face à notre position passée de non-intervention dans les affaires publiques, c'est un devoir pour tous les anarchistes, d'intervenir dans toutes les institutions publiques qui peuvent servir à consolider et donner une impulsion au nouvel état de choses.

En conséquence, la mission immédiate de la F.A.I. sera d'obtenir pour les syndicats, la fonction d'organiser le travail sur de vastes plans et le contrôler le plus étroit sur tous les moyens et formes de production.

(A suivre.)

Nouvelle structure organique de la F. A. I.

Nous commençons la publication de la nouvelle structure organique de la F.A.I. que nous avons annoncée dans notre dernier numéro. C'est un document capital pour apprécier l'évolution du mouvement anarchiste à l'intérieur de l'Espagne antifranquiste. Le flux formidable d'adhésions à la F.A.I. depuis le 19 juillet 1936 a obligé celle-ci à refondre sa structure. D'organisation occulte qu'elle était, la F.A.I. se trouve maintenant amenée à devenir une organisation « normalisée » et entrant de plain-pied dans la vie politique et sociale de l'Espagne.

Sans nous prononcer ici sur le fond de cette transformation complète de sa structure, nous ferons cependant remarquer que la F.A.I., dans sa nouvelle forme, reste ESSENTIELLEMENT fédérale et démocratique, les décisions à prendre, allant à tous les échelons, de la base au sommet, et les délégués et mandataires étant soumis au contrôle constant des comités et toujours révocables.

Le texte qui suit est d'une importance capitale pour notre organisation. Le Plenum péninsulaire de la F.A.I., sur une nouvelle et

LA RÉPRESSION EN ESPAGNE

Les "Noske" communistes à l'œuvre

Nous avons reçu la bonne nouvelle de la libération de notre ami Ricardo Quera, arrêté le 10 juillet dernier dans les circonstances publiées par le Lib.

Ce camarade fut arrêté au Service des passeports, malgré une documentation officielle délivrée par le général Pozas, en raison de l'aide constante apportée par le Comité de Perpignan à la cause de l'antifascisme en Espagne. Conduit dans les siennes "calabozos" de la tcheka barcelonaise, Calle Corsica 299, notre ami fut emmené vers minuit par les tchékistes Prats et le délégué de l'ordre public don Paulino Gonzalez à leurs services qui se trouvent 440 Gran Via. Ce dernier commença l'interrogatoire sommaire en le traitant de fasciste parce qu'il appartenait solidairement à la F.A.I. et après l'avoir questionné sur sa participation aux faits les plus rocambolesques tout en le menaçant, P. Gonzalez proposa mielleusement à Quera de le remettre en liberté s'il s'engageait à moucharder toute l'activité des Comités antifascistes en France. En réponse aux protestations indignées de leur victime, Prats termina l'interrogatoire en promettant d'employer par la suite des moyens susceptibles de provoquer des aveux. Transféré la même nuit à la préfecture de police, Quera y fut interrogé de nouveau et finalement conduit vers 3 heures du matin à l'Hôtel Falcon pour y être enfermé dans une pièce au 4^e étage démunie de lit et de matelas. Du 10 au 13 juillet au soir, il ne reçut absolument rien à manger. Bien que strictement au secret (incommunicado) il a pu se rendre compte que de nombreux camarades étrangers partageaient son sort. Parmi eux se trouvait le camarade A. Levine responsable du groupe D.A.S. qui contribua le plus par son activité à dénoncer et mettre fin aux menées nazi à Barcelone, arrêté depuis mal sous la monstrueuse inculpation d'"espionnage" et dont la vie est gravement menacée. Son séjour à l'hôtel Falcon se prolongea jusqu'au 23 juillet. Grâce à la pression des diverses protestations envoyées par les Comités et organisations françaises, ce camarade fut transféré à la Carcel Modelo et libéré deux jours plus tard. Il est typique de signaler que Quera était porteur d'une somme de 4.350 pts, destinées à acquitter les droits de douane réclamés par le gouvernement espagnol pour les dons venant de France et à payer la réparation d'un camion accidenté appartenant au Comité de Perpignan. Malgré toutes les démarches et réclamations cette somme ainsi qu'une centaine de francs d'argent personnel ne furent pas restituées. On avait refusé à Quera de lui donner reçu de cet argent à son incarcération. Sans doute pensait-on l'expédier dans un monde où l'argent est inutile.

D'après le témoignage de Ricardo Quera et d'autres camarades qui ont passé par les mêmes transes, on garde depuis plus de deux mois 20 anarchistes étrangers dans les cachots infects de la Calle Corsica. Ces camarades ignorent le motif de leur arrestation tout comme le sort qui leur est réservé. L'hôtel Falcon héberge plus de 500 prisonniers dont plus de la moitié appartiennent aux organisations C.N.T.-F.A.I. De nombreux camarades du P.O.U.M. y sont également tenus au secret, on y rencontre même une trentaine de militants appartenant à l'U.G.T. Vers mi-juillet, il

y avait environ 900 détenus, il y en a peut-être 2.000 aujourd'hui qui sont entassés dans des cellules, vivant par force dans la vermine et nourris d'une façon très insuffisante. La majeure partie d'entre eux appartiennent aux organisations révolutionnaires antifascistes C.N.T., F.A.I., P.O.U.M. et U.G.T. Parmi eux se trouvent un grand nombre de camarades étrangers venus en Espagne pour mettre leur vie au service de la lutte contre le fascisme. Parmi les camarades français se trouvent Danon, Lherbet, Schwarz, Ladrinal, Juliano. Dans les cachots de la Carcel Modelo, une quinzaine de camarades anarchistes qui font la grève de la faim pour protester contre leur détention arbitraire agonissent. L'un d'eux est mourant.

Quant aux fascistes, ceux-ci bénéficient d'un régime de faveur, on les emploie pour assurer le service intérieur de la prison : distribution du manger, fermeture des portes, etc.

Devant tous ces faits, devant la situation créée en Espagne sous l'influence des staliniens du pays ou d'importation, c'est avec douleur et révolte que l'on pense au sacrifice des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui sont déjà tombés dans la rue ou au front en combattant le fascisme assassin, c'est aussi avec angoisse que l'on envisage la continuation de cette lutte maintenant dirigée par des politiciens imbéciles ou traîtres, par les révolutionnaires staliniens de la dernière heure dont toute l'activité se traduit par la persécution ou par l'assassinat de tous ceux qui ne pensent pas comme eux, prétendant entre autres qu'il est nécessaire de rétablir les curés et la propriété privée.

Le meilleur des forces de la révolution et de la lutte antifasciste sont traqués et menacés de mort. Il faut que la protestation des antifascistes de France et des autres pays s'élève assez puissante pour que tous nos camarades puissent reprendre leur poste de combat et que le sacrifice des milliers d'ouvriers tombés pour la cause de la liberté ne soit pas vain.

SAVEZ - VOUS QUE ...

A rythme où se poursuit la consommation du charbon au Japon, ses réserves nationales seraient éprouvées dans moins de cinquante ans. Or les gisements chinois du Honau, du Houpi et du Shantung, presque inexploités, seraient pour l'industrie nipponne un trésor de guerre inestimable.

Ne cherchez pas plus loin les raisons de l'expédition japonaise.

Le Chine est le cinquième producteur d'étain du monde et l'un des premiers producteurs d'antimoine. On connaît l'importance de ces métaux dans les alliages industriels. Le Japon impérialiste et guerrier en est à peu près dépourvu.

L'Angleterre tient la main haute sur les gisements chinois. Ses inquiétudes médiévales l'empêchent pour l'instant d'entrer ouvertement dans le conflit oriental.

Mais il est probable que d'ici longtemps la diplomatie anglaise montera là-bas le bout de son nez.

FRANCIA a laissé entendre récemment que les exportations de fer de l'Espagne nationaliste à destination de l'Angleterre pourraient reprendre dès que la situation serait redevenue normale.

Il déclare d'autre part à Séville qu'il n'était pas hostile en principe à une restauration monarchique, c'est-à-dire à une stabilisation du régime politique de l'Espagne sur une base favorable à l'Angleterre. Après la victoire de l'armée nationaliste bien entendu.

Si l'Angleterre estime suffisant ce gage anti-allemand et anti-italien, la question de la guerre sera bientôt réglée à l'avantage des belles. Sinon l'Angleterre essaiera de l'autre côté un régime possible, une combinaison Négrin renforcée dans le sens de la réaction.

La Gazette de Francfort s'est élevée vigoureusement contre le régime d'autarchie économique auquel le Reich est soumis depuis l'avènement de Hitler.

Les milieux industriels tout en se déclarant favorables au régime économique intérieur (régime spartiate à l'usage des ouvriers) formulent d'importantes réserves sur l'appareil de contrôle des devises qui réduit les exportations dans une mesure non compatible avec la production industrielle allemande.

Pour la première fois l'économie en vrac et la politique monétaire du Docteur Schacht se trouvent condamnées aussi explicitement par un secteur influent du capitalisme allemand.

Le capitalisme industriel étant moins maîtrisable que l'opinion des masses, gageons que la Gestapo et le ministère de la propagande éprouveront quelque difficulté à bâillonner ce mécontentement déclaré.

AVIS AUX MILITANTS ET ORGANISATIONS

Pendant la saison 1937-1938, les fêtes mensuelles du "Libertaire" auront lieu en matinée, salle Lancry, 10, rue de Lancry, le premier dimanche de chaque mois, d'octobre à avril inclus.

Vendredi 20 Août
L'HAY-LES-ROSES, à 20 h. 30, salle de la Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
Ce que sont, ce que veulent les anarchistes ORATEURS : FREMONT, RINGEAS

Association des anciens miliciens libertaires

Notre Association nouvellement constituée, qui nous tenons à la signaler, n'est sous l'égide d'aucun parti politique, groupe exclusivement tous les anciens miliciens libertaires, qui blessés, malades, diminués physiquement pour la plupart, rentrent en France, sans ressources et sans travail.

Tous les miliciens des Brigades Internationales écourtés par les abjectes méthodes répressives exercées contre les camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. par les valets de Staline parce que ces camarades n'entendent pas abandonner leurs conquêtes révolutionnaires, arrachées de haute lutte au prix de leur vie sur le fascisme, se joignent à notre mouvement.

Devant la répression sans cesse croissante des bourgeois communistes nombreux sont les miliciens qui doivent rentrer pour échapper à la répression.

Trauillers révolutionnaires, intellectuels, anarchistes, nous avons besoin de votre solidarité et nous espérons que vous nous oublierez pas ceux qui sont partis spontanément aider leurs frères d'Espagne à écraser le fascisme et construire une société plus juste et plus humaine. Miliciens des brigades internationales qui vous êtes rendu compte de l'infatigable solidarité des camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. de leur ardeur combative au front, des réalisations sociales qu'ils entreprirent, des nombreuses collectivités agraires qu'ils organisèrent, principalement en Aragon et que les communistes à la remorque du clergé et de la bourgeoisie cherchent à anéantir et n'hésitent pas à emprisonner et jusqu'à assassiner nos meilleurs camarades — cependant qu'ils permettent le retour de 14.000 curés.

Vous, camarades dont l'expérience d'Espagne a dessillé les yeux, votre place est parmi ceux qui sont restés et resteront des révolutionnaires. Anciens miliciens libertaires, rassurons les tiens fraternelles qui nous unissaient au front contre les fascistes.

Nous nous coordonnerons mieux nos efforts et donnerons plus d'amplitude à notre mouvement.

Nous manquons actuellement de fonds nécessaires pour secourir les camarades les plus nécessiteux.

P. S. — Nous adressons un appel aux organisations révolutionnaires pour faire bon accueil aux listes de souscriptions et des cartes de solidarité que nous leur adresserons.

**

Réunion des camarades, tous les samedis 10 heures, Café des "Deux Hémisphères" angle de la rue du Château d'Eau et du Faubourg Saint-Martin.

Le Comité

Chez les hommes d'ordre

Le sabre et le goupillon

(Suite de la première page)

Pour conquérir le peuple, à la vérité, il faut des mesures qui, dans la limite de cette vérité, soient faites pour le peuple et par lui. Et surtout pas pour l'adversaire.

Il faut qu'on s'inspire d'une chose — on conquit aussi bien les classes moyennes avec d'imbrûlables raisons qu'avec la vérité.

Sur ce terrain, réformisme stalinien et réformisme orthodoxe luttent à armes égales.

Sur le terrain ouvrier, le stalinisme continue par vitesse acquisse. Mais cette vitesse, il faut avoir le courage de dire qu'il l'a acquise par un programme de violence et par la confiance qu'il a faite aux ouvriers.

Sur le terrain ouvrier, jacobinisme et réformisme sont zéro. Ils n'ont jamais été que zéro et il n'y a pas de raison pour qu'ils deviennent autre chose à une époque où prolétariat et classes bourgeois n'ont d'intérêt qu'à s'éliminer politiquement l'un par l'autre.

On ne pourra redresser le syndicalisme en dénonçant un ennemi sans dénoncer l'autre.

Le syndicalisme est colonisé, c'est certain. Mais il l'est sous deux formes.

La première qui est celle des curés, de la collaboration de classe, des chattemites du réformisme.

La seconde est faite avec tambours et trompettes, par les sous-off de Staline.

Comme dans toute colonisation, le militaire fut précédé du curé, de l'endormeur qu'il ne faut pas oublier dans les ennemis et inclure dans le mépris.

Que penseraient de nous les ouvriers révolutionnaires à qui nous dénonçons dans les syndicats la fourberie et l'antisocialisme stalinien, si nous laissons passer une déclaration comme celle-ci, de la plume d'Emery :

" Maintenant que le syndicalisme a débordé largement la notion de classe et qu'il tend à s'étendre bien au-delà du prolétariat industriel, il se peut qu'il soit l'ébauche d'une formation politique plus ou moins semblable à celle que nous estimons nécessaire. "

(La Flèche du 1^{er} août.)

Un syndicalisme sans notion de classe qui soit l'ébauche d'une formation politique qu'Emery et le frontuniste est nécessaire, quelle perle pour être dénoncé !

Mais à quoi les citoyens estiment-ils nécessaire cette formation politique débordant la notion de classe ?

Izard nous l'apprend dans le même numéro.

" La démocratie a besoin d'une grande formation syndicale comme la C.G.T. "

Pour restaurer l'autorité de l'Etat qui est la condition de la liberté des citoyens".

Ainsi, pour aboutir à la liberté des citoyens (une bien grande chose, n'est-ce pas, camarades ouvriers ?) on rénove l'autorité de l'Etat par cette grande formation politique sans notion de classe que doit devenir une C.G.T., cinquième partie du vaste phénomène que MM. Bergeret et Izard balaient complaisamment de La Flèche aux couloirs

et la chambre.

Et pouracheve — pour nousacheve — ne nous apprend-on pas qu' « il faut à la France un Richelieu » (modeste candidature de M. Bertrand) et que l'Angleterre tient la main haute sur les gisements chinois. Ses inquiétudes médiévales l'empêchent pour l'instant d'entrer ouvertement dans le conflit oriental.

Mais il est probable que d'ici longtemps la diplomatie anglaise montera là-bas le bout de son nez.

Richelieu n'est pas si mal, mais que penseraient plutôt les frontistes du comte de Paris ou du dernier Napoléon ?

La C.G.T. formation politique ? Mais nous avons M. Frachon, et les vrais syndicalistes n'en veulent pas.

Sans notion de classe ? Nous avons M. Bellot et le « brain trust » confédéral. Les ouvriers n'en veulent plus.

La liberté des citoyens ? M. Herriot s'est esoufflé d'en parler.

L'autorité de l'Etat ? La Rocque lui-même n'en veult plus.

Richelieu ? Mais que va penser M. Yvon Delbos pour la franche politique espagnole duquel les citoyens frontaliers ont tant d'estime ?

Allons, les réformistes, frontistes, jacobins, ce n'est pas encore cette couve à qui rajeunira le poulailler syndical.

On ne dit pas de mal du sabre quand on porte soi-même le goupillon.

LUC DAURAT.

AUX METALLURGIEST DE LA REGION MARSEILLAISE

Tous les camarades lecteurs du "Libertaire" et du "Combat Syndicaliste", sont priés de bien vouloir faire leur possible pour être présents samedi 28 août 1937, au bar Provence, cours Lieutaud, 2, car il y a urgence à faire quelque chose, à seule fin de mettre en garde les travailleurs métallurgiques contre cette trahison qu'est celle de la R. P. envoyé un délégué.

II^e, III^e et IV^e. — Réunion, jeudi 2 septembre, à 21 h., 44, rue des Archives.

X^e. — Le groupe est constitué, un communiqué paraîtra dans le prochain « Lib. ».

XI^e. — Réunion tous les 15 jours à partir du jeudi 19 août, 58, rue de la Roquette.

XII^e. — Réunion tous les 15 jours à partir du mercredi 25 août, 219, Faubourg Saint-Antoine.

XIII^e. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV^e. — Tous les mercredis, à 21 heures, café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV^e. — Réunion tous les mercredis, à 21 h., chez Orcel, 117, rue Saint-Charles. La prochaine réunion n'a pas lieu que le mercredi 25 août.

XVI^e. — Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

XVII^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, rue des Appenins.

XVIII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au sein de la compagnie de Jésus (Monita Secreia), précédée d'une étude sur l'organisation actuelle de la compagnie de Jésus, par André Lorulot (prix, 2 fr.).

L'HOMME et la DIVINITÉ, conférence contradictoire par Benito Mussolini (prix, 2 fr.).

UNE VICTIME DES JÉSUITES : FRANCISCO FERRER (son œuvre, son procès), par André Lorulot (prix, 1 fr. 25).

L'ANARCHIE DANS L'EVOLUTION SOCIALISTE, par P. Kropotkin.

L'ORGANISATION DE LA VINDICTE APPELÉE JUSTICE, par P. Kropotkin.

BROCHURES DIVERSES

Pourquoi je ne crois plus en Dieu, par E. Chapelier (1 fr.).

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

PARIS-XV^e (J.A.C.)

Nous devons dans le 15^e arrondissement, contrebalancer l'influence néfaste des stalinistes et corriger, sans pitié, les fascistes qui se font d'ailleurs de moins en moins nombreux ; quelques-uns déjà ont jugé qu'il était mauvais pour eux de s'attaquer aux anarchistes ; ils ont constaté que nous n'avions pas abandonné nos vieilles théories d'action directe.

C'est pourquoi, les Jeunes du XV^e, adhérents à l'U.A., font avec un groupe d'A.C. à côté d'un groupe adulte. Il est indispensable que tous les groupes viennent assister à la réunion constitutive qui aura lieu, mercredi 25 août, à 21 h., chez Orel, 117, rue Saint-Charles. C'est une obligation morale pour eux, c'est un devoir auquel ils ne peuvent manquer.

Notre groupe va parler sur de nouvelles bases, mais il faut que tous les groupes militent effectivement et assidument.

Les sympathisants seront toujours cordialement invités.

Pour les Jeunes du XV^e, Lénat,

AULNAY-SOUS-BOIS

Le gravité de l'heure nous dicte à tous le devoir de nous servir les coudes et de faire abstraction de toute considération de personnalité et de chapelle qui diminuent nos forces.

Seule l'union étroite de tous les antiautoritaires dressera une barricade infranchissable devant laquelle se brisera la racaille de toute sorte qui cherche à nous dévorer.

De l'autre côté des Pyrénées, les échafouss sont pleins et les notres tombent par centaines, fourvoyés par les balles des mercenaires de Franco et du tyran Staline.

Devant le danger, l'union s'impose, aucune hésitation n'est plus possible à part la mauvaise foi ou la crémation.

Pour toutes ces raisons, à Aulnay-sous-Bois, la majorité des camarades sortent de leur tour d'ivoire, autonomiste et adhérents carrément à l'U.A., leur organisation pouvant grouper tous les anarchistes.

Said Mohamed.

CARRIERES-SUR-SEINE

Depuis quelque temps, voyant le recrutement fait soit par les subsistances de Carrieres, soit par les éléments libertaires de la région, les bolcheviks pour démolir ce qu'ils ne peuvent avoir à leurs ordres, se livrent à des calomnies sur l'action ou la moralité des copains.

Nous savons qu'en Russie, les menteurs, mouchards, délateurs sont à l'honneur.

En Espagne cela se passe de la même façon, les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes tous ceux qui ne veulent pas se plier aux ordres de Staline, Thorez ou Martly, sont emprisonnés ou fusillés. Ici, ces cocos là voudraient importer ces méthodes. Eh bien, nous les avertissons que si cela se reproduit pour qui que ce soit, nous emploierons l'action directe, la sauvage à clous. Nous nous déclarons solidaires de ceux qui n'ont pas voulu servir vos fins et nous ent rejointront. Solidaires aussi de tous les vieux militants.

Vous êtes des diviseurs prêts à vous aplatis devant les ordres.

Jamais nous ne serons de ceux-là.

A bas l'autorité et toute dictature !

Félix GANDILLET.

GOUSSEINVILLE

Toujours la même romance

Notre fraction de chômeurs avait soumis aux fractions différentes du conseil municipal, notre cahier de revendications, en les invitant à se prononcer franchement si oui ou non ils les acceptaient.

La réponse de la fraction communiste ne tardait pas à se faire savoir dans l'assemblée des chômeurs du 12 août 1937 par la voix du camarade Rollin.

Nous acceptons de tout cœur vos revendications et nous vous appuierons de toutes nos forces pour que vous obtenez satisfaction mais la situation financière est en difficulté, il faut en tenir compte.

Pour une réponse vasouillarde, nul ne peut le nier, en voilà une chouette. Les chômeurs n'ont pas à se laisser prendre à de tels arguments. Qu'est-ce que cela peut bien nous faire qu'il n'y ait pas d'argent ; nous n'avons pas demandé à être chômeurs, nous voulons vivre et c'est pas avec des boniments de ce genre qu'on casse la croute. Oui, mon vieux Rollin, encore un de vos escamotages fort adroit et fort adroitement exécuté.

Par malheur, toute cette sale marchandise est faite de ces tours de passe-passe qui, sous les regards ébahis des chômeurs émerveillés ne cessent d'exécuter, avec plus ou moins de talent et de succès, les « illusionnistes » qui viennent parader dans nos réunions.

Mais, quelle que soit l'étonnante habileté à laquelle vous êtes parvenus, le secret de vos jongleries finira bien par être dévoilé et les chômeurs mystifiés finiront bien par y voir clair.

La parole est aux chômeurs qui font le voyage de l'existence sans trouver une place pour s'asseoir.

J. A.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Quelques mots à des mulots

Par une malencontreuse coïncidence, un papier signalant la nonchalance attitude du consul d'Espagne et les soins particulièrement atten- tifs, par contre, d'un rédacteur du journal « L'Ouest-Eclair » à « l'envoie » des deux chau- tiers espagnols « Frago 1 » et « Frago 2 », avec la complicité de quelques membres plus que doux des équipages dans la nuit du 13 juillet, ne put paraître en son temps dans cette rubrique.

Nul n'ignore les sentiments antiouvriers et contre-révolutionnaires de « L'Ouest-Eclair » qui n'admet les biensfaits du progrès qu'au seuil bénéfice de la bourgeoisie. C'est ainsi que pour satisfaire leur haine de l'Espagne ouvrière et révolutionnaire, les pluminis qui brouillent à son râtelier n'hésitent pas à imprimer les choses les plus fantaisistes si ce n'est les plus mensongères.

Dans son numéro du dimanche 8 août, il informait ses lecteurs que des marins espagnols des cargos gouvernementaux « Gallea » et « Zu-

LA VOIX DES CHOMEURS

LA PAUSE

rialia » qui durent se réfugier sur notre rade alors qu'ils étaient poursuivis par des navires nationalistes, s'étaient conduits rien moins que comme des gangsters, à l'égard du marin pilote assurant le service de la vedette mise à la disposition des équipages pour descendre à terre. Accompagnés de jeunes camarades bretons, ils auraient dans la soirée du samedi 7 août rencontré ce marin pilote de lui casser la g... s'il se refusait à les reconduire à bord. Le fait a été bien entendu de propos délibérants et de bobards de roman-feuilleton tels que : l'automobile aux puissants phares, etc...

La vérité, autrement simple, se réduit à un manque de compréhension surtout entre bons beugres ne parlant pas la même langue. Mais toutes les occasions sont bornées pour ce journal de baver sur les antifascistes espagnols. Gageons que si ces journalistes courraient le risque de se faire battre le cul à chaque saléte imprimée, ils mettraient plus de prudence à pondre leurs papiers.

C'est tout le bien qu'il faut souhaiter à ces pauvres types.

R. MARTIN.

ST-ETIENNE

Après notre passage à Saint-Chamond et au Chambon, nos sympathiques cocos nous ont menacés de toutes les foudres que le ciel silencieux peut contenir, en nous promettant une frotte où nous atterrissent. Nous leur disons que d'ici peu de temps nous serons de retour dans ces localités pour y semer la bonne parole et y fonder des groupes. Si par hasard, nous trouvions de l'obstruction de leur part contre notre propagande, ils apprendront que nous ne sommes pas de ceux qui reçoivent les coups sans rendre... et avec usure. Quant à l'individu appartenant à l'A.R.A.C. de Terrenoire, qui ne pouvait atteindre le camarade distribuant nos tracts, profitera de son absence pour se venger « courageusement » sur... sa bicyclette, nous lui dirons que s'il a gagné des médailles de chien de garde en se battant contre des préfectorales d'autres pays, il pourra avec nous gagner une belle cocarde, mais d'un autre genre.

Notre sortie de dimanche prochain

Les camarades de Saint-Etienne doivent se trouver le dimanche 22 août au Pont Bayard, près de la Talaudière où notre camarade Lavrel nous fera un exposé de la situation actuelle ainsi qu'un camarade de la F.A.I. Les camarades qui voudraient s'y rendre le matin doivent se munir de provisions.

VILLEURBANNE

Contre les deux ans

Aux Brosses, café Coiro, ce vendredi dernier, l'U.A. et la J.A.C. avaient organisé une grande réunion publique et contradictoire contre les deux ans, le militarisme et la guerre. Elle a obtenu le plus grand succès. Nombreux ceux, surtout parmi les jeunes, qui après avoir entendu les solides exposés de nos camarades Ceshorn et Layrol, se promirent de lutter vigoureusement, pour l'aboutissement de nos prescriptions, à ce sujet. D'autres, nous l'espérons, seront encore organisées et avec le même succès. C'est M. le Préfet, et tous ceux qui ne vivent qu'en spéculant sur la crédulité humaine, que « coco » par exemple, qui en prirent un bon coup, qui ne doivent pas être bien, bien contents.

Pour la J.A.C. du Rhône, M. Cestron.

Dans la Presse Syndicale

Il nous faut une tribune libre

Il existait avant le congrès de Toulouse 1936, deux C.G. T. Chacune d'elle possédait son organe propre : la C.G. T. avait *Le Peuple*, journal quotidien ; la C.G.T.U. avait *la Vie Ouvrière*, organe hebdomadaire.

Or tandis qu'après la fusion des deux C.G.T., *Le Peuple* devenait tout naturellement l'organe de la C.G.T. réunifiée, *la Vie Ouvrière*, par contre, demeurait (première atteinte à l'esprit d'unité), l'organe hebdomadaire des syndicalistes communistes, et seuls les ex-unitaires y avaient accès.

Tandis qu'après la reconstitution de l'unité syndicale, aucun effort sérieux n'était fait pour aider à la diffusion de *Le Peuple*, les ex-unitaires eux, commençant immédiatement leur travail de colonisation de la C.G.T., imposèrent littéralement à la faveur des grèves de juin et en profitant de l'afflux des nouveaux syndiqués, en particulier dans la métallurgie de la R.P., *la Vie Ouvrière* comme seul hebdomadaire syndical (3). Le tirage de cet organe monta considérablement, et facilita beaucoup la « colonisation ».

Avec quelques camarades, je lis de ceux qui dénoncent cette manœuvre déloyale, et réclament que *la Vie Ouvrière* passe sous le contrôle de la C.G. T. et cessât d'être un organe de tendance.

Nous dénonçons le danger de ripostes de la part des ex-confédérés, et l'éventualité de la naissance d'un autre organe de tendance, celui-là ex-confédéré exclusivement. (Congrès d'Argenteuil 5 et 6-9-1936).

Nous ne nous trompons pas : *Syndicats* n'a quitté cette situation équivoque quelque temps plus tard, et depuis, la co-existence des deux organes de tendances (*V.O.* et *Syndicats*), a déjà provoqué dans de nombreuses entreprises de graves conflits entre les syndiqués.

Au C. C. N. du 4 août dernier le bureau confédéral afin de mettre fin à cette situation vient d'émettre le vœu de voir fusionner les deux organes de tendances précités et faire place à un nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T.

Nous seulement nous fusions les réserves sur les possibilités de cette fusion, mais elle ne nous paraît même plus souhaitable et voici pourquoi.

Il fait de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* un peu de vérité transpire sur des faits qui resteront ignorés de la grande masse des syndiqués. Dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte de neutralité, le nouvel hebdomadaire officiel de la C.G. T. n'étoffe lui-même la position de l'opposition ou d'asservissement ?

Le résultat de la co-existence de la V.O. et de *Syndicats* n'a pas été vérifié, mais il est possible que certains syndiqués, dans le cas où ces organes fusionneraient, n'y aurait-il pas à craindre que sous prétexte

SYNDICALISTES non inféodés à Moscou,

il faut choisir !
ou Negrin-Prieto-Ovseenko,
agents de la contre-révolution

ou vos frères de l'U.G.T.
et de la C. N. T.

**vous taire serait
vous rendre complices**

**La domestication, complément
de la "colonisation"
syndicale**

Au cours de la semaine écoulée, plusieurs faits de la vie syndicale ont confirmé l'accord provisoire des « colonisateurs » communistes avec les dirigeants confédéraux, domestiques de Chautemps, après avoir été ceux de Blum. Ces gens-là se disputent quand il y a une direction et des postes à convoiter, mais pour freiner le prolétariat ils font l'unité.

Ils l'ont bien montré chez les mineurs. On se souvient encore des larmes d'attendrissement versées par les dirigeants socialistes l'an passé, lors de la mise en boîte des gueules noires. Les travailleurs de l'industrie la plus dangereuse, la plus malsaine acceptaient volontairement de renoncer aux quarante heures, acceptaient les postes supplémentaires, dans l'intérêt national, voire même dans les mines de fer, directement pour la défense nationale ». Les patrons rigolaient bien fort ; pour le maintien et le développement de la production, eux ils n'avaient fait que des promesses. Ils n'en ont tenu aucune ; l'embauchage a continué au compte-gouttes ; les mesures techniques étaient trop coûteuses comparativement à l'extension de rendement qu'ils espéraient extraire de la main-d'œuvre préalablement assouplie par les bonzes syndicaux.

Toute la question est de savoir si les ouvriers des mines laisseront se répéter l'escroquerie indéniable, mais leurs chefs de gauche à droite ont accepté de renouveler les dérogations, à condition que les patrons renouvellement les promesses. Qu'il s'agisse de Pierre Vignes ou de Duquet, ou même de Kléber Legay (l'ancien membre du Comité des 22, au temps où avec Dumoulin, il faisait figure de lutte de classe) tous ensemble se dévoient pour que le Gouvernement de Front populaire puisse encore jouer sa position. C'est la leur gros argument. Pourtant ça regagne dans les cités des mineurs ; des grèves spontanées partent de ci, de là, aussitôt désavouées et vilipendées par les bonzes syndicaux.

Témoin la grève du puits d'Aremberg. Au lieu d'encourager cette lutte où un mineur polonais résistait au chronométrage et des mineurs français prenaient fait et cause pour lui, au lieu de mettre en évidence ce geste d'unité ouvrière, l'artillerie confédérale, le « Peuple » lui-même se met en branle pour vomir la prose d'un délégué de puits en se désolidarisant de ses co-pains.

En ce qui concerne les travailleurs étrangers, les directions syndicales ne savent qu'amuser la galerie en détournant l'attention des ouvriers français vers des mesures de protectionnisme et de limitation flattant les survivances du nationalisme dans la classe ouvrière. On peut trouver dans le « Peuple » des appels aux ouvriers polonais pour ne pas se laisser embrigader par leurs conseils fascisants ; on peut y suivre l'intéressante campagne documentaire de Huret, dévoilant l'impuissance du ministre socialiste en face de l'omnipotence des Comités des Forges et des Houillères importants de la viande à travail comme du bon sel, mais jamais la cime de la C. G. T. On ne songera à poser devant le Front populaire la revendication de la suppression des expulsions administratives des ouvriers étrangers c'est pourtant la terre de l'arbitraire policier qui retient ces travailleurs loin des syndicats, loin des meetings, loin des grèves. Souvent ce serait une difficulté de plus dressée devant le Front populaire et cet argument suffit pour les « internationalistes » de la bourgeoisie.

C'est bien le même souci qui a empêché les dirigeants des mineurs d'inclure dans leur résolution une protestation contre les tueries des mineurs algériens. Que Panissal, secrétaire de ces mineurs en parole au cours des débats, passe encore, mais si le Conseil national s'associe à cette protestation, voilà de quoi déplaire à M. Chautemps. Donc, silence !

**

Les forts-en-gueule communistes de la Fédération du Bâtiment se sont dégonflés suivant une autre méthode qui part du même esprit. Tout le monde a encore présenté à la mémoire leurs rodondantes sur la grève de démonstration qu'ils préparaient pour le 11 août, l'écho des hurlements lancés contre Froideval, parce qu'il était opposé à cette grève n'est pas encore éteint. Le militaire des serruriers ne pouvait être qu'un doriotiste ou un « croix de feu » pour leur parente langage.

Pensez-vous ? Il suffit au « général » Jouhaux de lever le doigt et le terrible Arrachart se rasied gentiment pour convier tous ensemble la classe ouvrière à attendre si M. Chautemps ne daignerait pas commencer la plus utile des négoiations.

Pour être juste, il faut bien le dire, il n'y avait pas que le doigt du « général » qui avait agi, le téléphone de Moscou avait recommandé de ne pas embêter l'état-major de M. Daladier au moment où les Japonais deviennent si arrogants et où l'appel de la Patrie cessant d'être un film du Théâtre de l'ambassade russe peut se transformer en ordre de mobilisation apporté par des gendarmes français 100 %.

Et voilà pourquoi bâtimeux, et mineurs, et postiers et métallurgistes, et protos, il faut vous tenir cois et encaisser la chasse aux militants et délégués syndicaux en attendant les coups de tir des policiers du camarade Dormoy (que dégustent déjà, tous les samedis, les copains en « faux col » lock-outés aux Magasins Réunis). Il faut sans doute des drogues de cheval de ce genre aux prolétaires français pour leur faire comprendre ce qu'est le Front populaire.

N. LENOIR.

Samedi 21 Août

AULNAY-SOUS-BOIS, à 21 heures, café de la Tour d'Auvergne, 10, rue Jules-Simon.

CAUSERIE CONTRADICTOIRE

Les anarchistes et le cas de conscience,
l'action directe

ORATEUR : SAIL MOHAMED

le libertaire syndicaliste

Les deux méthodes :

Syndicalisme d'Etat ou syndicalisme ouvrier ?

La presse aux ordres du grand patronat a accueilli avec une satisfaction non dissimulée la formule revendicative inovée par le Comité Confédéral National de la C. G. T.

Ainsi, c'est le Gouvernement à direction radicale qui va être chargé de statuer sur la légitimité des revendications ouvrières. La Confédération générale du Patronat se tranquillise et son président Gignoux doit se « marier doucement » en voyant dans *Le Peuple* les dirigeants célestes qui se réjouir de ce que le président du Conseil ait trouvé dans la résolution du C. C. N. « les éléments d'une utile négociation ».

Ce syndicalisme gouvernemental, inspiré de la politique du « Front populaire-qui-continue » dans le cadre d'une législation soi-disant sociale qu'il peut tourner à son gré, n'est pas pour lui déplaire.

Les déclarations contenues dans la résolution, sur la nécessité d'un redressement de l'économie nationale, témoignent d'une volonté conciliatrice pour les aménagements nécessaires à l'accroissement de la production. Les dirigeants de la Fédération des mineurs viennent de faire un premier pas dans cette voie en accordant au patronat mineur quatre jours de dérogations supplémentaires à la loi de 40 heures. Comme il n'y a que le premier pas qui coûte, attendons-nous à ce que cet exemple soit monté en épingle, la politique du Front-populaire-qui-continue exigeant que l'intérêt national prime aujourd'hui l'intérêt ouvrier. L'absence de toute critique contre le sabotage patronal des 40 heures — qu'en dites-vous, camarades coiffeurs et des H.C.R.B. ? — confirme cette abdication dans l'union sacrée pour le sauvegarde du régime.

Comment la C. G. P. se montrerait-elle mécontente de ces dispositions d'apaisement social ? On n'a même pas osé reprendre la revendication

timidement émise dans un précédent C. C. N. — de l'échelle mobile.

Il faudra pourtant bien en repartir en octobre, à l'occasion du renouvellement des conventions collectives (1). Il faudra rappeler que le relèvement du pouvoir d'achat ouvrier était une des revendications essentielles du programme économique du Front populaire, et indiquer que ce pouvoir d'achat ne saurait être garanti par l'échelle mobile sans une action énergique menée parallèlement contre la hausse des prix fomentée par un patronat qui veut récupérer sur le dos des consommateurs ce qui lui est arraché par le producteur qui l'exploite.

De même pour la généralisation des conventions collectives aux professions agricoles et autres, il faudra bien, devant la carence gouvernementale, que s'affirme, non plus dans des ordres du jour, mais dans l'action directe, la solidarité des corporations plus favorisées.

C'est encore à l'Etat que l'on fait appel en demandant au Gouvernement de réorganiser l'inspection du travail et d'augmenter le nombre des inspecteurs pour veiller à l'application de la législation sociale. Ceux qui ont dû utiliser les services de cette institution en connaissent les limites administratives quand la corruption patronale ne parvient pas, en de nombreux cas, à éteindre toute activité.

Au surplus, à quoi sert l'institution des délégués d'atelier, sinon à pallier cette carence. Il est vrai que, dans les sphères confédérales, on commence à se méfier de l'activité de certains d'entre eux peu disposés à accepter les conditions restrictives qu'impose le maintien de la paix sociale. Aussi, au lieu de demander l'extension de leur pouvoir de contrôle, s'empêtrant à le limiter au possible. Pourtant, placés eux-mêmes sous le contrôle permanent de leurs camarades et de l'organisation syndicale, ne resteront pas les inspecteurs du travail les mieux qualifiés et sur lesquels l'influence corruptrice du patronat à la moins de chances de pouvoir s'exercer ?

Sans doute argueront-on de l'inexpérience, de l'incompétence de beaucoup d'entre eux. Or, nous lisons dans une brochure éditée récemment par le Centre Confédéral, que « pour acheminer au contrôle ouvrier, il importe que toutes les organisations syndicales éclairent les délégués d'atelier. Une œuvre immense et rapide d'éducation syndicale s'impose. Le succès dans le domaine du contrôle ouvrier est conditionné, à la base, par la compétence des délégués et par la valeur de leur esprit syndicaliste ». C'est bien notre avis, et nous avons maintes fois invité, ici, nos camarades à réclamer que cette besogne soit faite dans toute la mesure désirée, dans des réunions d'entreprises, dans les assemblées syndicales, etc., pour documenter les délégués.

Or, il est incontestable que cette tâche a été fort négligée et nous avons de bonnes raisons de penser que les motifs cités plus haut n'y sont pas étrangers. Il importe donc d'exiger au plus tôt l'application de cette saine conception du syndicalisme ouvrier s'exerçant directement sur le lieu du travail, de se préparer à introduire à l'occasion du prochain renouvellement des conventions collectives, les conditions d'un large contrôle ouvrier, afin d'orienter la lutte revendicative vers de nouvelles conquêtes et mettre en échec les manœuvres avouées ou non des nraugereurs du syndicalisme qui ne pourra progresser que par la lutte de classe et non dans la collaboration honteuse.

N. FAUCIER.

INDEPENDANCE OU COLONISATION ?

La question est de plus en plus à l'ordre du jour. Le dernier C. C. N. lui consacre une bonne partie de ses séances, sans — du reste — aboutir à une solution. Tout le monde parle de « collaboration fraternelle », de renforcement de l'unité ! mais les délégués du P. C. resteront sur leurs positions. A la proposition cependant bien haine de Jouhaux, de faire une démarche auprès des partis politiques pour leur demander de respecter l'indépendance syndicale, Frachon, qui se fait chaque jour plus honnête, se déclare d'accord sur le principe, mais sans immixtion dans la forme d'organisation des dits partis. Sémaré appuie déclarant « qu'il ne croit pas que l'on puisse demander aux partis de ne pas s'organiser comme ils l'entendent ».

En somme, d'après Frachon, Sémaré et autres s'il plait au P. C. de s'organiser à l'intérieur de la C. G. T., ça le regarde seul, et nul n'a rien à voir. Ce n'est pas tout à fait notre avis et nous continuerons à mener la lutte avec l'indépendance syndicale, malgré le P. C. et contre lui si cela est nécessaire.

Il faut d'abord que la C. G. T. soit indépendante du gouvernement. La C. G. T. doit porter tous ses efforts à améliorer les conditions de vie des ouvriers. Le gouvernement, lui, fait tout ce qui est en son pouvoir pour les pressurer. Entre une C. G. T. révolutionnaire (tout au moins dans les statuts) et le gouvernement réactionnaire Chautemps-Bonnet, il ne peut, il ne doit rien y avoir de commun. Et comme la C. G. T. doit quitter ce « Rassemblement » qui jaunit en vieillissant.

Du reste ce rassemblement hétéroclite ne peut qu'être funeste aux revendications ouvrières.

Il n'est, pour en être convaincu, que de se souvenir de la récente grève des coiffeurs, où après avoir soutenu les intérêts des petits patrons, les ouvriers ont été les victimes. Le trésorier fédéral s'en est parfaitement rendu compte quand il écrit : « Les patrons doivent défendre seuls leurs revendications. Nous, nous devons nous occuper des nôtres. La leçon est sévère, mais elle nous profitera. »

Il faut également chasser les politiciens des postes de direction des organisations. Il ne faut plus que des dirigeants d'organisation fassent, après un congrès syndical, des comptes rendus pour les seuls syndicats appartenant à tel ou tel parti politique. Agir de cette façon c'est créer de l'animosité entre ouvriers qui, demain, lutteront de nouveau côté à côté. Le syndicat a uni les ouvriers. La politique les a toujours divisés. Il ne faut pas que ça recommence. La discussion du C. C. N. a eu un mérite, celui d'attirer l'attention sur la « colonisation » et d'en montrer les dangers.

Si malgré les promesses faites, les mêmes manœuvres continuaient, la résistance se ferait plus sérieuse. La tactique, dénoncée au grand jour, perd beaucoup de son efficacité. Fini le travail de taupe. MM. les colonisateurs s'en rendront bientôt compte.

DANS L'HABILLEMENT

A la Belle Jardinière : un examen intérieur

Espagne pour le Syndicat National des Instituteurs ! Pas d'illusions, camarades, nous connaissons nos dirigeants syndicaux ; ils peuvent s'opposer parfois aux bolochos sur des points secondaires mais au fond ils sont bien d'accord avec eux : *Tout pour le Front Populaire !* (même l'adaptation des traitements au coût de la vie) et *tout par le Front Populaire* (même l'assassinat de la Révolution espagnole en la personne de ses meilleurs défenseurs).

Je ne peux pas terminer ces notes rapides sans citer encore un sujet où réformistes et staliniens, fraternellement unis, torpillent une vieille revendication syndicale : la représentation proportionnelle. On sait que, profitant de la supériorité du nombre, lors de la fusion, le Syndicat National avait en réalité imposé à la Fédération Unitaire, une véritable rentrée pure et simple dans son sein. Les statuts ne furent ni discutés ni remaniés. L'organe syndical : *L'école Libératrice* resta exclusivement entre les mains des réformistes et tout au long de l'année ses colonies ouvrières à un lumineux commando Langevin-de-la-guerre-des-gaz ou même au ministre Jean Zay pour y prôner une éducation « fondièrement nationale » ne s'en trouvèrent qu'à grand peine pour les articles des syndiqués de la base non-conformistes ! Ça qui motivait, heureusement, la survie de *L'École Emancipée*, laquelle reste comme pendant la boucherie, le refuge de la pensée libre et non domestiquée.

Notamment celui, *honteux*, qui eut lieu vers la fin du congrès, lorsqu'un délégué, du Rhône, y crois déposa un ordre du jour de solidaire avec nos camarades espagnols, révolutionnaires authentiques fusillés sans jugement par les staliniens de là-bas. Vivès vint au nom de la majorité de la commission des résolutions déclarer tout-parte et indécis qu'il ne pouvait demander aux collègues de voter cet ordre du jour, la situation espagnole lui semblait trop compliquée et rappela par 45 voix et 61 abstentions... Triste voie, honteuse, indigne, d'éducateurs révolutionnaires... Et quelle fut pas ma surprise doublée de voir les délégués de la Seine s'absenter une seule main se levant pour l'ordre du jour !.. D'autant plus que cet ordre du jour avait été voté à l'unanimité au dernier conseil syndical moins une voix, celle de la stalinienne Jeannine Ethève qui eut le toupet d'avouer qu'elle n'était pas éduquée mais réformiste (sic !) des poursuites intentées aux camarades du P.O.U.M. et de la C.N.T. Voilà à quoi l'on arrive avec des délégués nommés de façon aussi fantaisiste et en tenant aucun compte des voix ! Et voilà pourquoi je constate que chaque fois que nous cédons à un désir exprimé d'unanimité, nous sommes, nous révolutionnaires, roués dans les grandes largueurs... *

Quelques camarades libertaires avaient proposé d'apporter un ordre du jour demandant l'envoi en Espagne d'une délégation syndicale pour enquêter sur les réalisations de nos camarades syndicalistes espagnols, réalisations escamotées par tous nos bolochos au cri de : « La guerre d'abord la révolution plus tard ! » Je crois que dans le tumulte de la fin du congrès, celle-ci ne fut pas déposée. Aurait-elle été votée ? Je l'ignore, avec des brouges aussi scrupuleux et qui n'osent pas se prononcer, même quand des révolutionnaires sont lâchement fusillés, que ce soit à Madrid ou à Moscou ! Mais je comprends les hésitations de bons camarades délégués, ne voulant pas la contre-signer, crainte d'envoyer là-bas des bonzes syndicaux à qui Negrin et ses séides auraient facilement fait avaler tout ce qu'ils auraient voulu ! Et je ne comprends pas du tout par contre les illusions de bons camarades qui croyaient que j'aurais pu faire partie de la délégation envisagée : non, vous ne voyez pas Delmas et Vivès m'envoyant enquêter en

Conclusion : la partie est loin d'être gagnée au sein du gros Syndicat National des Instituteurs pour le syndicalisme révolutionnaire, mais elle n'est pas désespérée, loin de là ! Le terrain y est même, je crois, particulièrement favorable : quantité de jeunes sont insatisfaits de la phraséologie creuse et démocratique, beaucoup sont mécontents de la carence du Bureau devant le gouvernement de soi-disant Front Populaire, les jeunes contemplent leur maigre mandat, ils constatent l'abandon des vieilles revendications (pour le traitement unique, contre la direction d'écoles déchargée de classe, contre les promotions au choix, les médailles et autres houches...) Frémont me dit qu'il y a un mouvement vers le *Lib*, une progression des abonnements instituteurs : tant mieux ! Renforçons ce mouvement par tous nos moyens. Et ainsi revivra le vrai syndicalisme révolutionnaire dans l'enseignement.

Maurice WULLENS.

Voilà pourquoi quand des ouvriers de l'habillement discutaient B. J. dans les ateliers et manifestaient quelque velléité pour y entrer, certains ironisent leur répondant : « Allez donc trouver l'archevêque de Paris, vous serez sûrs d'obtenir gain de cause ! »

Assez pour aujourd'hui ! Dans le prochain papier nous démontrons que le Siberien Stakhanov autour duquel nos nacos ont fait un raffut de Saint-Polycarpe, ne fut qu'un plagiaire ; douze ans avant qu'il eut fait parler de lui, sa méthode existait déjà dans certains ateliers de l'habillement parisien. Lagrange.